



L'urgence d'un nouveau compromis social

Alors que de nombreux analystes et commentateurs sont tentés de présenter l'intervention des banques centrales comme salvatrice dans la récente crise boursière, l'économiste Gérard Duménil souligne les limites de cette intervention. Et il interroge la pérennité du néolibéralisme, en appelant à un nouveau compromis social, qui « interdise les retours en arrière ».

On peut décrire le capitalisme actuel comme un « capitalisme organisé ». Au XIX^e siècle, il n'y avait généralement pas de Banques centrales ni sur-

tout de politiques monétaires. Crises financières et crises de production étaient toujours intimement liées. Quand l'économie réelle entraînait en crise, cela déstabilisait les institutions financières (banques, Bourses), et réciproquement. Il a fallu des décennies pour que se mettent en place des mécanismes d'intervention centralisée sous l'égide des pouvoirs publics. Cela ne signifie pas que le capitalisme soit désormais capable d'anticiper tous les problèmes et d'éviter les récessions et les crises financières. Le néolibéralisme, en dépit de tous ses défauts et de la violence qui lui est propre, a en réalité fortement « stabilisé » les économies des pays capitalistes du centre (à l'exception du Japon). Les « grandes crises néolibérales » ont été le fait des pays de la périphérie. Nous ne sommes plus au XIX^e siècle. La crise boursière que l'on vient de connaître a trouvé, pour l'heure, une issue dans l'intervention des banques centrales, notamment la Fed américaine, qui ont injecté des milliards d'euros de liquidités pour répondre au besoin urgent de refinancement des banques confrontées aux cessations de paiement des ménages « à risques » auxquels elles prêtaient. Ces mêmes banques assurent en partie leurs arrières en « revendant » ces crédits sous forme de titres, à des particuliers ou d'autres institutions financières (banques, fonds) qui, eux-mêmes, se sont trouvés placés en difficulté.

Or ces interventions des banques centrales ne règlent pas les problèmes de fond. La crise financière actuelle peut être considérée comme un voyant lumineux indiquant les contradictions auxquelles se heurte le nouvel ordre mondial, néolibéral et impérialiste, sous hégémonie états-unienne. L'endettement des ménages est, en effet, un facteur clé de la croissance de l'économie des États-Unis. Or cet endettement atteint désormais

des sommets vertigineux. La crise révèle que sa poursuite conduit le système bancaire à entraîner dans la danse des ménages qui n'en sont, en fait, pas capables. La crise montre qu'il y a des limites à

monde tournait auparavant. Durant les premières décennies de l'après-guerre, les mouvements de capitaux, par exemple, étaient maîtrisés par un système de contrôle des changes. Il est nécessaire de revenir à ce type de dispositif.



Mettre en concurrence les travailleurs du Vietnam, à 17 euros par mois, et ceux de France ou même du Guatemala est un crime contre l'humanité.

l'endettement des ménages états-unis. Un axe majeur de la propagande qui soutient le nouvel ordre mondial, en le faisant apparaître comme promoteur du développement, est la concentration polaire de la croissance mondiale entre les États-Unis, d'une part, et des pays à main-d'œuvre à bon marché comme la Chine, d'autre part. Que les États-Unis perdent cette capacité à croître comparativement rapidement remettrait l'ensemble du dispositif en question. Je risque ici le pronostic suivant : nous sommes proches d'une telle rentrée dans le rang de la croissance états-unienne. Le long boom états-unien de la seconde moitié des années quatre-vingt-dix sera sans lendemain. Ainsi l'avenir va-t-il nous surprendre. Pour le meilleur ou pour le pire ?

Pourtant rien de plus facile que de concevoir des alternatives au néolibéralisme. Le néolibéralisme nous a été imposé au début des années 1980, et le

Mettre en concurrence les travailleurs du Vietnam, avec un salaire mensuel de 17 euros, et les travailleurs de France ou, même, du Guatemala, est un crime contre l'humanité. Cela ne veut pas dire interdire l'investissement à l'étranger ou le commerce international, ce qui serait absurde du fait de l'imbrication des économies, mais négocier de nouveaux traités solidaires. À cela s'ajoute la nécessité de dépasser les ambitions du compromis social-démocrate de l'après-guerre. Ces décennies de compromis ont été marquées par la violence impérialiste des guerres coloniales ou des guerres très brûlantes de ladite « guerre froide », comme au Vietnam ; la croissance rapide a eu des effets dévastateurs sur la planète ; beaucoup restait à faire au plan social. Il s'agit de faire mieux dans tous les domaines. Et surtout, il faut tirer les conséquences de la défaite : que les classes capitalistes soient parvenues à

imposer un nouvel ordre social, le néolibéralisme, où la dynamique générale du monde est gouvernée par l'intérêt exclusif de minorités privilégiées. L'urgence est grande d'établir, au plan des États-nations et au plan mondial, un nouveau compromis social mieux structuré et plus ambitieux que celui de l'après-guerre, et qui interdise les retours en arrière. Ses conditions politiques se trouvent à l'intersection des luttes populaires et des contradictions de l'ordre actuellement dominant. Difficile à faire ! ★

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT ETRÉ
letre@humadimanche.fr

(1) Site internet : <http://www.jourdan.ens.fr/levy>
A publié notamment, avec Dominique Lévy, « Économie marxiste du capitalisme », collection « Repères » (n° 349), La Découverte.
À paraître, en septembre : « Altermarxisme, un autre marxisme pour un autre monde », avec Jacques Bidet, PUF.